



Le marché du travail cherche son souffle

Si l'activité des pays émergents a continué de ralentir au 4^e trimestre 2014, celle des économies avancées a maintenu son dynamisme : la croissance a ralenti tout en restant vigoureuse dans les pays anglo-saxons et l'économie japonaise a progressé modérément après deux trimestres de récession. Dans la zone euro, le PIB a de nouveau légèrement accéléré, principalement du fait de l'Allemagne et de l'Espagne. En revanche, l'activité a peu progressé en France et est restée atone en Italie.

En France, le ralentissement du PIB s'explique en partie par le net repli de la production d'énergie, sous l'effet des températures douces de l'automne. La production a légèrement reculé dans l'industrie manufacturière et a à peine ralenti dans les services et le commerce. Dans la construction, l'activité s'est de nouveau fortement contractée. Sur le marché du travail, l'emploi salarié marchand est resté stable et le taux de chômage a légèrement augmenté.

En Paca, l'emploi salarié marchand est également resté stable, soutenu uniquement par l'intérim. Les secteurs d'activité liés au tourisme et à la construction ont de nouveau été particulièrement affectés. Dans le même temps, le taux de chômage régional a légèrement augmenté et la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi s'est accentuée.

Eric Rubiloni, Philippe Winnicki, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rédaction achevée le 8 avril 2015

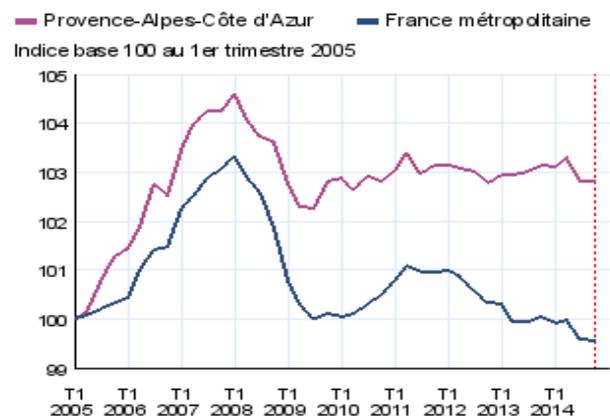
L'emploi soutenu uniquement par l'intérim

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (55 % de l'emploi total) est resté stable au 4^e trimestre 2014 (*figure 1*). Au trimestre précédent, l'emploi salarié s'était vivement contracté (-0,5 %). Il s'agissait alors du premier repli de l'emploi salarié enregistré depuis fin 2012. Sur un an, l'évolution de l'emploi régional s'établit à -0,3 %, après -0,2 % à la fin du trimestre précédent. Fin décembre 2014, Paca comptait 1 101 700 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 3 600 de moins qu'un an auparavant.

Au cours du 4^e trimestre 2014, l'emploi salarié a baissé dans tous les secteurs d'activité (*figure 2*). Dans le tertiaire marchand hors intérim, les effectifs se sont de nouveau contractés (-0,1 %, après -0,3 % au trimestre précédent). Après avoir fortement progressé au 2^e trimestre 2014 (+0,7 %), les effectifs dans le commerce ont largement reculé au 3^e (-0,5 %) et au 4^e trimestre (-0,4 %, soit -1 060 emplois). Dans le même temps, ceux des services marchands se sont stabilisés (0,0 %, après -0,2 %). Le sous-secteur de l'« hébergement-restauration » a notamment perdu de nombreux emplois (-0,6 %, soit 620 emplois détruits). La baisse a été plus modérée dans les sous-secteurs des « autres services » (-0,2 %, soit 120 emplois en moins) et des

« activités financières et d'assurance » (-0,1 %, soit -70 emplois). À l'inverse, l'emploi a vivement progressé dans le sous-secteur de l'« information-communication » (+1,3 %, soit 480 emplois en plus).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

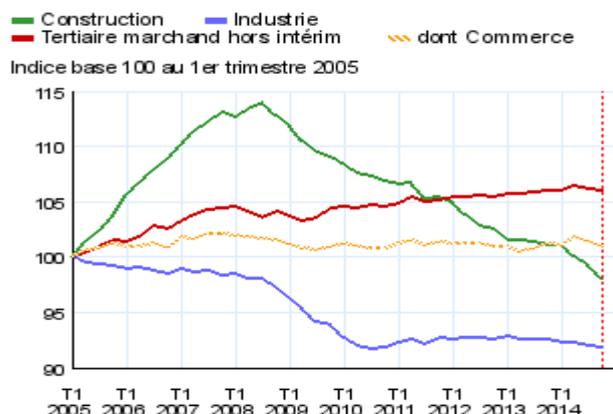


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières. Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

L'emploi a également nettement progressé dans les « services aux entreprises » (+ 0,3 %, soit + 480 emplois), plus modérément dans le « transport et entreposage » et les « activités immobilières » (respectivement 100 et 30 emplois en plus, soit + 0,1 % chacun). Enfin, dans l'intérim, classé dans les services marchands au niveau régional, les effectifs ont vivement rebondi (1 940 emplois de plus, soit + 6,1 %), effaçant en totalité les pertes enregistrées au trimestre précédent (figure 3).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Paca

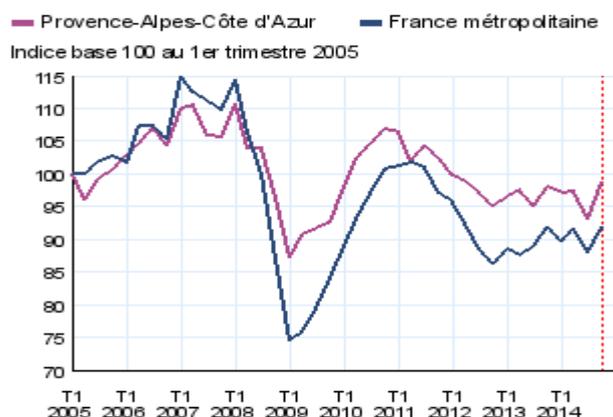


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Les effectifs salariés du secteur de la construction diminuent constamment depuis mi 2008. Au 4^e trimestre 2014, ce secteur a continué de perdre des emplois (- 1,2 %, soit 1 180 emplois en moins). Il s'agit de la plus forte baisse observée depuis mi 2009. Tous les indicateurs conjoncturels d'activité de ce secteur restent dégradés.

Enfin dans l'industrie, les effectifs ont de nouveau baissé (- 0,1 %, après - 0,4 % au trimestre précédent). Ce sont notamment des emplois du sous-secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels) qui ont été perdus (- 0,3 %, soit 205 emplois en moins). Fait nouveau, les effectifs du sous-secteur de la « fabrication de matériels de transport », qui créait de l'emploi depuis 4 ans, ont diminué (- 0,6 %, soit - 90 emplois). Dans ce sous-secteur, les créations d'emplois ralentissaient depuis début 2014 (+ 0,2 % en moyenne par trimestre en 2014, contre + 1,1 % en 2013). Par ailleurs, dans les sous-secteurs de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » et de l'« agroalimentaire », les effectifs salariés se sont repliés à un rythme identique (- 0,1 %, soit - 20

emplois chacun). Au final, seul le sous-secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » a accru ses effectifs (+ 0,6 %, soit 200 emplois supplémentaires).

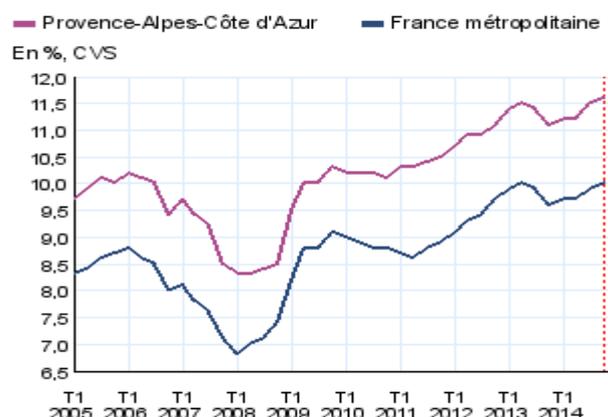
Comme au niveau régional, les effectifs salariés hors agriculture et particuliers employeurs en **France métropolitaine** sont restés stables au 4^e trimestre 2014 (0,0 %, après - 0,4 %, au trimestre précédent). Après la baisse enregistrée au 3^e trimestre (- 0,1 %), l'emploi tertiaire marchand hors intérim s'est maintenu. Les effectifs du secteur du commerce ont diminué de 0,2 % et ceux des services marchands ont légèrement augmenté (+ 0,1 %). Par ailleurs, l'emploi salarié des secteurs de la construction et de l'industrie se sont de nouveau contractés (respectivement - 1,3 % et - 0,3 %). Enfin, les effectifs intérimaires ont fortement rebondi (+ 4,7 %, soit + 24 100 postes), annulant ainsi la baisse observée au trimestre précédent. Selon les prévisions, d'ici mi-2015, la montée en charge du CICE et le Pacte de responsabilité et de solidarité enrichiraient la croissance en emplois, mais le redressement de l'activité serait insuffisant pour permettre une reprise de l'emploi marchand. Celui-ci reculerait de nouveau (- 13 000 sur l'ensemble du premier semestre 2015).

Le marché du travail toujours en difficulté

Le taux de chômage localisé en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** a augmenté légèrement au 4^e trimestre 2014 (+ 0,1 point). Il s'établit désormais à 11,6 % de la population active (figure 4). Sur un an, il a augmenté de 0,5 point.

Le taux de chômage a également augmenté de 0,1 point dans les Hautes-Alpes (9,3 %), les Alpes Maritimes (10,7 %) et le Var (11,4 %). Il est resté stable dans les Alpes-de-Haute-Provence (12 %), les Bouches-du-Rhône (12 %), ainsi que dans le Vaucluse (12,8 %).

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) inscrits à Pôle emploi a progressé de 6,7 % entre décembre 2013 et décembre 2014 (après + 6,1 % entre septembre 2013 et septembre 2014). Fin 2014, 446 600 personnes sont à la recherche d'un emploi, soit 28 000 de plus qu'un an auparavant. La hausse du chômage reste plus soutenue chez les hommes (+ 7,6 % sur un an), que chez les femmes (+ 5,8 %).

La demande d'emploi des seniors est toujours celle qui progresse le plus fortement. Elle a toutefois légèrement décéléré et s'établit à + 12,0 % sur un an au 4^e trimestre 2014, contre + 12,4 % fin septembre 2014. Selon les dernières données disponibles, la demande d'emploi des 50 ans ou plus a encore ralenti pour s'établir à + 11,6 % en février 2015.

La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans continue à augmenter (+ 2,2 % sur un an en décembre 2014, après + 1,0 % en septembre dernier). La dernière observation disponible de février 2015 (+ 2,6 %) confirme cette tendance. Enfin, le chômage de longue durée a accéléré au 4^e trimestre 2014 (+ 10,1 % sur un an après + 9,6 % au trimestre précédent).

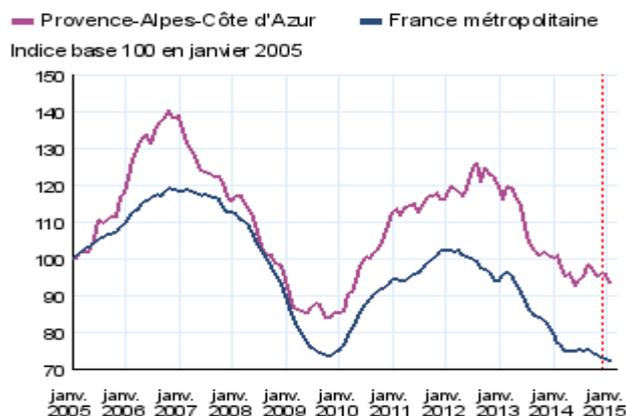
En **France métropolitaine**, le taux de chômage au sens du BIT a de nouveau augmenté (+ 0,1 point par rapport au trimestre précédent). Il s'établit à 10,0 % de la population active au 4^e trimestre 2014. Sur un an, il augmente de 0,4 point. Selon les prévisions, la légère hausse attendue de l'emploi total au cours des prochains trimestres ne suffirait pas à absorber la progression de la population active. Le taux de chômage continuerait d'augmenter de 0,1 point par trimestre d'ici mi-2015 pour atteindre 10,2 %.

Comme en Paca, la hausse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi s'est encore intensifiée au 4^e trimestre 2014 (+ 6,3 % fin décembre, contre + 5,7 % fin septembre et + 5,1 % fin juin 2014). Si le nombre de demandeurs d'emploi comptabilisés en février 2015 (dernière donnée disponible) se maintenait, cette progression resterait quasi identique à l'issue du 1^{er} trimestre 2015 (+ 6,2 %).

Le secteur du logement neuf toujours en berne

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de logements autorisés à la construction au cours des 12 derniers mois (permis de construire) s'établit à 33 600 fin décembre 2014. Il recule de 2,6 % par rapport au cumul atteint fin septembre 2014 (figure 5). Cette évolution est proche de celle observée en France métropolitaine (- 2,4 %). Sur un an, le repli du cumul des permis de construire atteint - 4,3 % en Paca (- 10,5 % au niveau national).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

Le nombre de logements mis en chantier au cours des 12 derniers mois en Provence-Alpes-Côte d'Azur s'établit à 32 600 fin décembre 2014, soit une baisse de 3,6 % en 3 mois. Cette évolution est légèrement plus prononcée qu'au niveau national (- 2,0 %). Sur un an, le nombre de logements commencés recule toutefois moins fortement en Paca (- 6,1 %) qu'en France métropolitaine (- 11,2 %). Au cours du 4^e trimestre 2014, 2 900 logements neufs ont été vendus en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit une hausse de 8,2 % sur un an. Ce rebond des ventes intervient après un recul de 10,2 % au trimestre précédent. Le niveau des ventes reste cependant en dessous de sa moyenne calculée depuis 2005 (3 150 logements vendus par trimestre). Dans ce contexte persistant de faible niveau des ventes, seuls 2 330 logements neufs ont été mis en vente en Paca, soit 4,7 % de moins qu'un an auparavant (- 6,1 % au niveau national). Au final, le niveau de l'encours de logements proposés à la vente a baissé de 9,1 % sur un an. Il s'établit désormais autour de 10 900 logements en Paca.

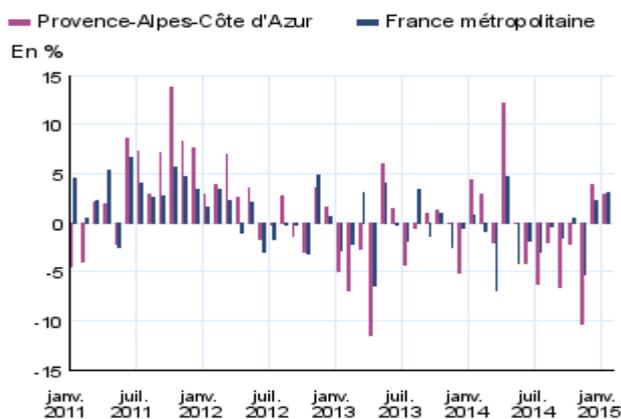
La fréquentation hôtelière a de nouveau baissé, malgré le retour des touristes étrangers

Le nombre de nuitées dans les hôtels de Provence-Alpes-Côte d'Azur a de nouveau baissé au 4^e trimestre 2014 (- 3,0 % sur un an, soit - 107 650 nuitées) (figure 6). Parmi les régions touristiques de France métropolitaine, seule la Corse (- 9,2 %) a subi une baisse plus marquée. En Languedoc-Roussillon (- 2,8 %) et Rhône-Alpes (- 1,4 %), la baisse est en effet moins élevée. En Île-de-France

(38 % de l'ensemble des nuitées), la fréquentation a légèrement reculé (- 0,8 %). À l'inverse, la fréquentation hôtelière des autres régions touristiques a augmenté en Midi-Pyrénées (+ 0,2 %), Bretagne (+ 1,1 %) et Aquitaine (+ 1,2 %). Au final, en France métropolitaine, le nombre de nuitées hôtelières a baissé au 4^e trimestre 2014 (- 0,7 % sur un an, après - 1,6 %).

En Paca, le recul de la fréquentation hôtelière est uniquement dû à la clientèle française (- 5,9 %, soit - 142 550 nuitées). Le retour de la clientèle étrangère (+ 2,8 %, soit + 34 900 nuitées, après - 5,5 % au trimestre précédent) est insuffisant pour compenser cette nouvelle baisse de la clientèle française.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes. Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1. Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

La **clientèle européenne (y compris la Turquie)** a de nouveau soutenu la fréquentation hôtelière régionale au 4^e trimestre 2014 (+ 3,7 %, soit 29 000 nuitées de plus). Les touristes en provenance des **pays de la zone euro** sont venus un peu plus nombreux (+ 1,4 %, soit 6 500 nuitées en plus). Cette évolution s'explique principalement par le retour de la clientèle hollandaise (+ 4 300 nuitées), mais aussi autrichienne (+ 3 600 nuitées), irlandaise (+ 3 100 nuitées) et dans une moindre mesure allemande (+ 1 900 nuitées). À l'inverse, les Belges sont venus bien moins nombreux (- 7,7 %). Enfin, les Italiens et les Espagnols ont été un peu moins présents (respectivement - 0,1 % et - 0,4 %). La hausse de fréquentation hôtelière des touristes originaires des **pays européens hors zone euro** a été marquée (+ 6,5 %). Ce sont les Anglais (+ 11,3 %, soit + 16 800 nuitées) et les Suisses (+ 16,1 %, soit + 11 200 nuitées) qui ont le plus fortement contribué à cette progression.

La **clientèle lointaine (hors Europe)** a également augmenté au 4^e trimestre 2014, mais plus modérément (+ 1,2 %, soit 4 900 nuitées de plus). Les touristes en provenance des pays du Proche et Moyen Orient (+ 37,5 %, soit 6 700 nuitées de plus) et les Chinois (+ 21,1 %, soit 6 230 nuitées de plus) sont venus plus nombreux. La fréquentation des touristes en provenance des pays du Maghreb est également en hausse (+ 40,2 %, soit 5 240 nuitées de plus). Parmi les clientèles les plus représentées dans la région, les Russes ont été moins présents (- 22,6 %, soit 12 500 nuitées en moins), ainsi que les Japonais (- 11,3 %, soit 4 200 nuitées en moins). Les Américains, qui représentent 32 % de la clientèle lointaine, ont quasiment maintenu leur présence (- 0,4 %, soit - 470 nuitées).

La création d'entreprises continuent de fléchir, les défaillances restent stables

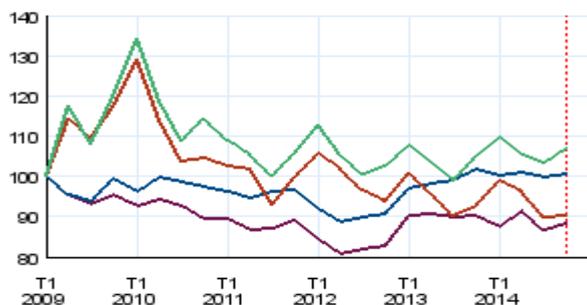
En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de créations d'entreprises a continué à baisser au 4^e trimestre 2014 (- 2,7 % sur un an, après - 0,2 % au trimestre précédent) (figure 7). Au total, 13 930 nouvelles entreprises ont été créées dans la région, soit 380 de moins qu'un an auparavant. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises a ralenti (+ 1,8 %, après + 4,6 %).

En Paca, ce nouveau fléchissement est autant imputable au ralentissement des créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs (-2,3 %, soit 160 créations en moins sur un an), qu'à celui des nouveaux micro-entrepreneurs, anciennement nommé auto-entrepreneurs. La hausse du nombre d'entreprises créées sous ce régime au 3^e trimestre 2014 (+3,2 %) ne s'est pas confirmée fin 2014 (-3,0 % sur un an, soit -220 créations).

7 Créations d'entreprises

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur hors auto-entrepreneurs
 ■ France métro. hors auto-entrepreneurs
 ■ Provence-Alpes-Côte d'Azur y/c auto-entrepreneurs
 ■ France métro. y/c auto-entrepreneurs

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS) ; les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

À l'issue du 4^e trimestre 2014, 6 320 défaillances ont été enregistrées depuis un an dans la région (figure 8). Le nombre de défaillances est ainsi resté quasi stable (-0,1 % sur un an, contre

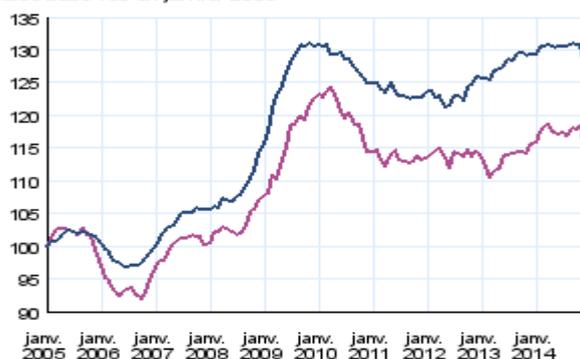
+3,1 % au trimestre précédent). Au niveau national, un ralentissement est également observé (-0,8 % sur un an, après +1,1 % au 3^e trimestre 2014).

En Paca, des différences marquées sont observées selon le secteur d'activité. Le nombre de défaillances a diminué principalement dans les services aux particuliers (-6,7 %, soit -43 entreprises) et la construction (-2,1 %, soit -35 entreprises). À l'opposé, c'est dans les secteurs de l'hébergement-restauration (+6,4 %, soit +52 entreprises) et du soutien aux entreprises (+5,4 %, soit +36 entreprises) qu'il a le plus fortement augmenté. ■

8 Défaillances d'entreprises

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 9 février 2015, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte national - Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

Comme attendu, l'activité a peu progressé en France au quatrième trimestre 2014 (+0,1 %). Au premier semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à +0,4 % au premier trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au deuxième trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait +1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % mi-2015.

Contexte international - Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au quatrième trimestre 2014, l'activité est restée solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation a permis une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité a légèrement accéléré dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a tourné au ralenti, notamment en Chine. Au premier semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leurs monnaies pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de mars 2015 « Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges »

www.insee.fr/fr rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture



Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur
 17 rue Menpentil
 CS 70004
 13395 Marseille Cedex 10

Directeur de la publication :
 Patrick Redor

Rédacteur en chef :
 Claire Joutard

ISSN : 2417-1638 (en ligne)
 © Insee 2015

